



Yawana, La fin et le début, 2020

LA PERTINENCE DES ÉPISTÉMOLOGIES AUTOCHTONES FACE À LA CRISE CLIMATIQUE ACTUELLE

ENJEUX DE PROTECTION ET DE PRÉSERVATION DU TERRITOIRE

18^e colloque annuel du
Centre interuniversitaire d'études et de recherches autochtones (CIÉRA)
En collaboration avec l'Amicale Autochtone de l'UQO

Mercredi 29 et jeudi 30 avril 2020
En ligne

Les partenaires et commanditaires

Le 18^e colloque annuel du Centre interuniversitaire d'études et de recherches autochtones (CIÉRA) en collaboration avec l'Amicale Autochtone de l'Université du Québec en Outaouais (UQO) bénéficient de l'appui des partenaires principaux suivants :

Sous le patronage de la [Commission canadienne pour l'UNESCO](#)



Social Sciences and Humanities
Research Council of Canada

Conseil de recherches en
sciences humaines du Canada

Canada



Présentation de la thématique du colloque

Le Centre interuniversitaire d'études et de recherches autochtones (CIÉRA-UQO) en collaboration avec l'Amicale Autochtone de l'Université du Québec en Outaouais organisent un colloque d'échanges et de réflexions sur ***La pertinence des épistémologies autochtones face à la crise climatique actuelle : enjeux de protection et de préservation du territoire***. Suite aux mesures socio-sanitaires de distanciation imposées par la crise du COVID-19 au Québec et au Canada, ce colloque qui devait initialement se tenir en présentiel à l'Université du Québec en Outaouais (UQO) les 29 et 30 avril 2020, se déroulera plutôt en ligne.

Ce colloque se veut une occasion de discuter des enjeux de la protection et de préservation du territoire face à la crise climatique actuelle et en référence aux connaissances, savoirs et pratiques autochtones. Du fait de leur mode de vie et de leur relation à la terre et à l'environnement, les différents groupes autochtones de la planète sont parmi les premiers à être confrontés et à dénoncer les changements climatiques (Nakashima *et al.* 2012; Royer 2012). Si l'on pense aux changements climatiques, certaines régions du monde sont actuellement directement menacées par le phénomène du réchauffement de la planète et de ses retombées. Ces changements ont des incidences permanentes sur les modes de vies humains bien évidemment, mais également sur tous les écosystèmes ambiants (Maffi 2001; McGregor *et al.* 2004; Roturier et Roué 2009).

Dans plusieurs régions du monde, dans une perspective commerciale, économique et d'exploitation des territoires, les groupes autochtones ont été et continuent d'être évincés ou déplacés sous prétexte qu'ils mettent en péril l'équilibre faunique et écosystémique de certains milieux (Dowie 2009; Hitchcock 2019) ou encore pour permettre l'exploitation économique de leurs territoires. De larges zones de leurs territoires sont déclarées en danger et, au motif d'agir pour le bien commun, des mesures sont mises en place pour exproprier les groupes autochtones de leurs territoires au profit des États ou d'autres organisations.

En réponse, et dans une perspective d'auto-détermination, certains groupes ou individus qui se portent à la défense de leur environnement ou de leurs terres en dénonçant des activités industrielles perturbatrices des écosystèmes polluantes et destructrices, voient leurs actions criminalisées et leurs vies menacées du fait de cette contestation (Schmidt et Paterson 2009). Leur volonté de protéger leurs territoires est présentée comme allant à l'encontre du développement économique (États et/ou multinationales).

Pourtant, un consensus international reconnaît que les Peuples autochtones, qui ont un lien privilégié avec le territoire, détiennent des systèmes de connaissances qui mettent en valeur la protection de l'environnement (la Convention sur la diversité biologique, entrée en vigueur le 29 décembre 1993, traite spécifiquement des « connaissances, innovations et pratiques des communautés autochtones et locales »). Dans certains pays, dont le Canada par exemple, du fait de processus nationaux de réconciliation et de décolonisation, les scientifiques et organisations publiques sont davantage interpellés pour collaborer avec les peuples autochtones, dans le but de valoriser leurs savoirs et connaissances dans la protection de l'environnement et pour lutter contre les changements climatiques (Nakashima *et al.* 2012).

Dans ce colloque, nous proposons d'ouvrir la réflexion sur les questions suivantes : Qu'en est-il de l'intégration de ces épistémologies autochtones dans la lutte aux changements climatiques, dans la préservation de la biodiversité ou encore la protection de la faune ou de la flore (Battiste et Henderson 2000; Toledo 2002) ? Quel espace leur est laissé ou offert dans le débat actuel ? À quelles conditions les épistémologies autochtones peuvent contribuer à renforcer le savoir collectif sur les enjeux

environnementaux (Silitoe 2007; Silitoe et Marzano 2009) ? Compte tenu du fait qu'on assiste actuellement à une crise climatique (avec des impacts tels que les inondations, les feux de forêts, la dégénérescence de l'écosystème marin, les typhons, tornades et tsunamis, les séismes, etc.) ainsi qu'à des rapports économiques et de pouvoir inégalitaires, dans quelles mesures une collaboration éthique et respectueuse avec les détenteurs de ces épistémologies est-elle possible, voire souhaitable pour eux (Agrawal 2002; Silitoe *et al.* 2002) ?

Qu'en est-il aussi des groupes autochtones qui ne se revendiquent pas de ces épistémologies et qui occupent leurs territoires en fonction de critères qui sont perçus comme renforçant les changements climatiques en détériorant l'environnement ? Quel espace est laissé à ces perspectives qui vont à l'encontre des luttes environnementales ? Quel espace est également laissé aux pratiques alternatives de développement économique dans le contexte des luttes environnementales ? Autrement dit, que signifie être autochtone et investir dans les énergies fossiles dans le contexte actuel ? Dans quelles mesures l'équilibre des pouvoirs et l'émergence des discours différents sont négociés alors que le discours dominant statue sur une urgence climatique ? Est-il possible de prôner une approche différente et non consensuelle si l'on est issu d'un groupe autochtone ? Comment s'assurer du respect des droits fondamentaux comme celui du droit au développement économique ou du droit à l'autodétermination dans le contexte des changements climatiques ? Le colloque permettra de réfléchir à ce questionnement ainsi qu'aux réalités et aux enjeux auxquels il renvoie.

Le colloque rassemble des membres de la communauté scientifique, des Premières Nations, des Métis et des Inuit, de la communauté étudiante des cycles supérieurs, des organismes gouvernementaux et des milieux sociaux, politiques, économiques et culturels. Par les échanges qu'il stimulera, nul doute que cet événement sera une occasion unique d'offrir aux participants une voix en vue de faire avancer et de construire un dialogue prometteur sur l'adaptation et la lutte contre les changements climatiques.

Nous vous remercions de vos contributions et de votre participation !

Bon colloque !

Le comité organisateur

Karine Gentelet, Professeure, Département des sciences sociales | Université du Québec en Outaouais (UQO). Directrice du CIÉRA-UQO

Dimitri della Faille, Professeur, Département des sciences sociales | Université du Québec en Outaouais (UQO). Membre du CIÉRA-UQO

Karine Croteau, Professeure, École de Service social | Université d'Ottawa. Membre du CIÉRA-UQO

Şükran Tipi, Candidate au doctorat, Département d'anthropologie | Université Laval. Membre du CIÉRA-ULaval

Fernande Abanda N., Coordonnatrice du CIÉRA-UQO | Université du Québec en Outaouais

Références bibliographiques

- AGRAWAL A. 2002. « Classification des savoirs autochtones : la dimension politique », *Revue internationale des sciences sociales*, 173: 325–336.
- BATTISTE M.A. et J.Y. HENDERSON. 2000. *Protecting indigenous knowledge and heritage: A global challenge*, Saskatoon: Purich Publishing.
- BERKES, F. 2009. « Indigenous ways of knowing and the study of environmental change », *Journal of the Royal Society of New Zealand*, 39(4): 151–156.
- BERKES, F. 2012. *Sacred Ecology*, Third Edition, New York: Routledge.
- DOWIE, M. 2009. *Conservation refugees: The hundred-year conflict between global conservation and Native peoples*, Cambridge, MA: The MIT Press.
- HITCHCOCK, R.K. 2019. « The Impacts of conservation and militarization on Indigenous peoples. A Southern African San perspective », *Human Nature*, 30(2): 217–241.
- JOHANNES, R.E. 2002. « The renaissance of community-based marine resource management in Oceania », *Annual Review of Ecology and Systematics*, 33: 317–340.
- MAFFI L. 2001. *On biocultural diversity: Linking language, knowledge and the environment*, Washington, DC: Smithsonian Institution Press.
- MCGREGOR D., H.A. FEIT, G. MCRAE et W. RUSSEL. 2004. « Traditional ecological knowledge and sustainable development: Towards coexistence » dans G. Mario Blaser, Harvey A. Feit et McRae (sous la dir.) *In the way of development: Indigenous peoples, life projects and globalization*, 74–91, 92–110, 111–129, 130–150, Londres/New York: Zed.
- NAKASHIMA, D.J., K. GALLOWAY MCLEAN, H.D. THULSTRUP, A. RAMOS CASTILLO et J.T. RUBIS. 2012. *Weathering uncertainty: Traditional knowledge or climate change assessment and adaptation*, Paris: UNESCO et Darwin: UNU.
- ROUÉ, M. 2012. « Histoire et épistémologie des savoirs locaux et autochtones », *Revue d'ethnoécologie*, 1, décembre 2012 [<http://ethnoecologie.revues.org/813>].
- ROTURIER, S. et ROUÉ, M. 2009. « Of forest, snow and lichen: Sami reindeer herders' knowledge of winter pastures in northern Sweden », *Forest Ecology and Management*, 258(9): 1960–1967.
- ROYER, M.-J. 2012. *L'interaction entre les savoirs écologiques traditionnels et les changements climatiques : les Cris de la Baie-James, la bernache du Canada et le caribou des bois*, Thèse de doctorat, département de géographie, Université de Montréal.
- SADLER, B. et BOOTHROYD, P. (sous la dir.). 1994. *Traditional ecological knowledge and modern environmental assessment. Vancouver, Canadian Environmental Assessment Agency*, Vancouver: International Association for Impact Assessments et University of British Columbia.

SCHMIDT, P. et M. PETERSON. 2009. « Biodiversity conservation and indigenous land management in the era of self-determination », *Conservation Biology*, 23(6): 1458–1466.

SILLITOE, P., A. BICKER, A. et J. POTTIER (sous la dir.). 2002. *Participating in development: Approaches to indigenous knowledge*. Londres: Routledge.

SILLITOE, P. (sous la dir.). 2007. *Local science vs. Global science: Approaches to indigenous knowledge in international development*, New York: Berghahn Books.

SILLITOE, P. et MARZANO, M. 2009. « Future of indigenous knowledge research in development », *Futures*, 41: 13–23.

TOLEDO, V.M. 2002. « Ethnoecology: A conceptual framework for the study of indigenous knowledge of nature ». dans J.R. Stepp, F.S. Wyndam, et R.K. Zarger (sous la dir.) *Ethnobiology and biocultural diversity: Proceedings of the Seventh international Congress of Ethnobiology*, 511-522, Athens, GA: University of Georgia Press.

Programme

De manière exceptionnelle, dans le contexte des mesures de confinement par rapport à la pandémie du COVID-19, ce colloque se tient en ligne au travers de la plateforme *Zoom*. Afin de connaître les informations nécessaires pour se connecter, merci d'envoyer une demande par courriel à cierauqo@uqo.ca dès **lundi le 27 avril 2020**. Nous vous enverrons alors les instructions, liens et mots de passe requis.

Pour permettre un déroulement optimal de ce colloque sur la plateforme en ligne, seules les conférencières et conférenciers seront autorisés à utiliser la caméra et le micro durant les panels les concernant. À la fin de chaque panel, nous ouvrirons une période interactive de questions-réponses.

Au besoin, vous trouverez à la page 11 de ce programme quelques informations supplémentaires sur l'utilisation du logiciel (gratuit) *Zoom*.

Mercredi 29 avril 2020

OUVERTURE DU COLLOQUE

9h00 à 9h15

Anita Tenasco. Directrice, secteur de l'éducation de la nation Anishinabé-Algonquine de Kitigan Zibi

Mots des organisateurs

PANEL 1 : INDUSTRIALISATION, IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX ET ENJEUX DE DROITS

9h15 à 10h45

Alexandre Sommer-Schaechtele. Vice-président, Organisation des Nations Autochtones de Guyane française. *Les peuples autochtones face au développement de l'exploitation industrielle de la nature en Guyane française*

Emmélia Blais-Dowdy. Étudiante, maîtrise en sociologie. Université du Québec à Montréal. *L'extraction minière dans la transition énergétique : un conflit de justice environnementale*

Joseph Keutcheu. Professeur agrégé, sciences politiques. Université de Dschang, Cameroun. *Vers la constitution d'une arène patrimoniale : savoirs autochtones et pouvoir dans la lutte contre le changement climatique au Sud*

PAUSE SANTÉ

10h45 à 11h00

PANEL 2 : SAVOIRS PRATIQUES ET ÉPISTEMOLOGIES DÉCOLONISÉS

11h00 à 12h30

Laëtitia Marc. Doctorante, anthropologie. Université Laval. *L'écoféminisme autochtone au regard des expériences comparées des femmes inuit et des femmes samis face aux changements climatiques*

Marie-Émilie Lacroix. Étudiante, maîtrise en travail social. Université Laval. *Le manque de connaissances des futurs intervenants en travail social pour agir en contexte autochtone*

Otilia del Carmen Puiggros. Doctorante, sciences sociales appliquées. Université du Québec en Outaouais et **Denis Charlebois.** Agronome. *Entre l'érosion et la protection de la nature : le "Buen vivir" comme épistémologie biocentrique*

Patrice Bigombe Logo. Directeur du Centre de recherche et d'action pour le développement durable en Afrique Centrale (CERAD). *Savoirs autochtones et lutte contre les changements climatiques en Afrique Centrale. Du besoin de l'intégration des savoirs autochtones dans les politiques climatiques*

PAUSE DÎNER

12h30 à 13h30

PANEL 3 : EXTRACTIONS NATURELLES ET ENJEUX SOCIO-POLITIQUES

13h30 à 15h00

Marc-André Anzueto. Professeur, sciences sociales. Université du Québec en Outaouais. *Promouvoir la responsabilité sociale des entreprises et appuyer le litige stratégique : les politiques canadiennes de droits humains au Guatemala (2009-2019)*

Pierre Nachet. Doctorant, sciences politiques. Université Laval. *Résistances extractives - Coalitions autochtones-environmentalistes contre l'exploitation minière au Canada et en Suède*

JeanSol Goulet Poulin. Étudiant, maîtrise en anthropologie. Université Laval. *Résonance du zapatisme avec des militant.es au Québec : luttes à l'extractivisme et défenses des territoires*

Guitté Hartog. Artiste, intervenante et chercheure engagée, PhD en psychologie. *Quand les femmes zapatistes décident de s'organiser : un autre monde est possible! Oui Madame!*

Jeudi 30 avril 2020

MOT D'INVITÉ PRIVILÉGIÉ

9h00 à 9h15

Gilbert Whiteduck. Coordonnateur, Centre Wanaki et ancien Chef conseiller de la nation Anishinabé-Algonquine de Kitigan Zibi

PANEL 4 : GOUVERNANCE DES TERRITOIRES ET CO-AMÉNAGEMENT DE LA FORÊT

9h15 à 10h45

François-Xavier Cyr. Doctorant, anthropologie. Université Laval. *Le régime forestier adapté de la Paix des Braves : lorsque le Québec et les cris réfléchissent ensemble la forêt boréale*

Vanessa Joannis. Étudiante, maîtrise à l'ISFORT. Université du Québec en Outaouais et **Hugo Asselin.** Professeur. École d'études autochtones, UQAT. *Climat, coupe forestière, caribou, orignal et Autochtones : une équation complexe*

Noémie Gonzalez Bautista. Doctorante, anthropologie. Université Laval. *Feux de forêt, organismes de lutte et Premières nations*

Ann Lévesque. Doctorante, sciences naturelles. Université du Québec en Outaouais, **Jean-François Bissonnette.** Professeur, géographie. Université Laval et **Jérôme Dupras.** Professeur, sciences naturelles. Université du Québec en Outaouais. *La gouvernance du système socio écologique du lac Saint-Pierre : une évaluation multicritère sociale ancrée dans une démarche territorialisée*

PAUSE SANTÉ

10h45 à 11h00

PANEL 5 : ENJEUX CLIMATIQUES, CONSIDÉRATIONS SOCIO SANITAIRES ET INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

11h00 à 12h00

Valentine Ribadeau Dumas. Étudiante, maîtrise en anthropologie. Chaire de recherche Sentinelle Nord sur les relations avec les sociétés inuit. Université Laval. *Les relations entre savoir scientifique et savoir autochtone face à un défi commun, l'adaptation au réchauffement climatique*

Myriam Lévesque. Étudiante, maîtrise en histoire. Université Laval. *Entre tensions et adaptations: la pratique des infirmières chez les Innus de la Minganie et de la Basse-Côte-Nord à travers les photographies de Pauline Laurin (1949-1960)*

PAUSE DÎNER

12h00 à 13h00

PANEL 6 : SAVOIRS AUTOCHTONES, SAVOIRS TRADITIONNELS ET RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT

13h00 à 14h30

Diatta Claudette Soumbane. Professeure, géographie. Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD), Sénégal. *Contribution des pratiques de gestion traditionnelle de la mangrove face au changement climatique en Basse Casamance (Sénégal)*

Edgar Blanchet. Agent de recherche, anthropologue. Bureau du Ndakina, Grand Conseil de la Nation Waban-Aki et **Megan Hébert-Lefebvre.** Agente culturelle jeunesse au Grand Conseil de la Nation Waban-Aki et membre de la communauté de Wôlinak. *Femmes et territoire : désir d'intégration des savoirs des femmes w8banakiak dans les travaux du Bureau du Ndakina*

Nathalie Bélisle. Enseignante, géographie. Cégep de l'Outaouais. *Reconnaissance, valorisation et intégration des savoirs ancestraux dans l'enseignement au collégial*

Jeanne Desrochers-Arsenault. Étudiante, maîtrise en sciences forestières. Université Laval. *Favoriser l'attraction de la main-d'œuvre forestière de Wemotaci: une recherche collaborative de pistes de solutions*

MOTS DE FIN DU COLLOQUE

14h30 à 15h00

Informations sur la plateforme de visioconférence *Zoom*

La participation à ce colloque nécessite l'utilisation du logiciel *Zoom*. Ce logiciel est **gratuit** et est disponible pour la plupart des types d'ordinateurs, tablettes et de téléphones cellulaires.

Si ce n'est pas déjà fait, nous vous suggérons fortement de vous familiariser à l'avance avec *Zoom*.

Informations de base et présentation du logiciel

Le site de la compagnie *Zoom* a plusieurs tutoriels en français. Nous vous suggérons entre autres :

- Mise en route : <https://support.zoom.us/hc/fr/categories/200101697>
- Comment rejoindre une réunion ? <https://support.zoom.us/hc/fr/articles/201362193-Comment-rejoindre-une-r%C3%A9union->

Par ailleurs, le Centre de pédagogie universitaire de l'Université de Montréal a produit un guide d'utilisation :

- https://cpu.umontreal.ca/fileadmin/cpu/documents/Infolettre/Guide_Zoom_participant.pdf

Comment installer *Zoom*?

- Si vous utilisez un ordinateur (par exemple, *Windows* ou *Mac*), vous pouvez télécharger l'application *Zoom* à cette adresse : <https://zoom.us/download>
- Si vous utilisez un téléphone cellulaire ou une tablette fonctionnant avec le système Android, rendez vous sur *Google Play Store* et cherchez « *Zoom Cloud Meetings* » <https://play.google.com/store/apps/details?id=us.zoom.videomeetings>
- Si vous utilisez un téléphone cellulaire ou un iPad fonctionnant avec le système iOS, rendez vous sur l'*App Store* et cherchez « *Zoom Cloud Meetings* » <https://itunes.apple.com/us/app/id546505307>